

BREVES HEBDOMADAIRES

CHINE CONTINENTALE

CONJONCTURE [\(ici\)](#)

Réserves de change : hausse des réserves de change en avril, imputable à l'appréciation des titres à revenu fixe

Conjoncture: l'indice PMI Caixin des services fait état d'une contraction pour le 3e mois consécutif

ECONOMIE [\(ici\)](#)

Economie : vers un Quantitative Easing de la PBoC ?

Economie : effets relativement faibles des distributions de coupons sur la consommation des ménages

Economie : 104 millions de déplacements de touristes ont eu lieu en Chine lors des congés du 1er mai 2020, en baisse de -41% par rapport aux congés du 1er mai 2019

BANQUE ET FINANCE [\(ici\)](#)

Ouverture financière : HSBC annonce l'acquisition exclusive de sa coentreprise d'assurance vie chinoise

Ouverture financière : China Pacific Insurance Group Co. a obtenu l'approbation de la CSRC pour émettre des certificats de dépôt mondiaux (GDRs) à Londres

Banques : la Bank of China propose un remboursement à ses investisseurs en Yuan You Bao

Réglementation : le CBIRC élargit les sources de financement pour les programmes d'échange de dettes contre actions aux sociétés d'investissement d'actifs

Immobilier : la Chine lance un programme pilote des REITs pour stimuler l'économie

ECHANGES ET POLITIQUE COMMERCIALE [\(ici\)](#)

Commerce extérieur : baisse de 34 % des exportations françaises vers la Chine au cours du premier trimestre du fait de la chute des ventes aéronautiques

Relation US-Chine : Trump menace de terminer l'accord phase-1 si la Chine ne respecte pas ses engagements d'achats de biens et services américains

Relation US-Chine : appel téléphonique entre Liu He et Lighthizer, Mnuchin

Relation US-Chine : l'USTR publie le « Special 301 Report » annuel et met à jour la liste des Notorious Markets

Covid-19 : déclaration conjointe des ministres du commerce de l'APEC

OMC : 19 membres de l'OMC, dont la Chine et l'UE, soumettent la notification formelle pour l'établissement du mécanisme d'arbitrage d'appel provisoire

CLIMAT DES AFFAIRES [\(ici\)](#)

Investissements entrants: le ministère du Commerce prévoit, pour les investisseurs étrangers, un accès égal aux politiques du soutien

INDUSTRIE ET NUMERIQUE [\(ici\)](#)

Politique industrielle : à l'occasion de téléconférences, les organisations industrielles chinoises soulignent les « opportunités » (机) qui peuvent émerger de la crise (危)



Politique industrielle : les Etats-Unis autorisent leurs entreprises à coopérer avec Huawei pour la standardisation de la 5G

Economie numérique : Xiaomi suspecté de transmettre les données de ses utilisateurs sans leur consentement

Economie numérique : poursuite de la campagne « internet propre 2020 » pour un écosystème internet « sûr, propre et ordonné »

Semi-conducteurs : les groupes chinois continuent de lever des fonds

Cybersécurité : un rapport israélien identifie un nouvel instrument de cyber-attaque lié à l'armée chinoise

DEVELOPPEMENT DURABLE, ENERGIE ET TRANSPORTS ([ici](#))

Développement durable : le rapport annuel sur l'état de l'environnement du gouvernement indique une augmentation des émissions de CO₂ de 1,75 % en 2019

Transport aérien : un pic confirmé des vols intérieurs pour les congés du 1^{er} mai, mais la prudence reste de mise sur la reprise

Aéroports : partage des parts de marché à Pékin-Daxing entre les trois grandes compagnies chinoises

Transports : China Railway publie ses résultats financiers pour l'année 2019 et le premier trimestre 2020 - Perte trimestrielle de 8 Mds EUR

Transports : l'indice de conjoncture de la logistique s'élève à 53,6 points en avril, confirmant la tendance de reprise de l'activité nationale

Développement durable/ozone : première peine de prison dans le cadre d'une utilisation illégale de CFC-11 en Chine

ACTUALITES REGIONALES ([ici](#))

Shanghai : résultats de la fête commerciale du 5/5

Shanghai : publication d'un plan d'action 2022 pour les nouvelles infrastructures

HONG KONG ET MACAO ([ici](#))

HONG KONG

Economie : Le PIB de Hong Kong s'est contracté de -8,9% au 1^{er} trimestre ; Les ventes de détail ont chuté de -35% au 1^{er} trimestre à 10,8 Mds USD, dont -42% en mars à 3 Mds USD ; Les revenus du secteur restauration & bar ont chuté de -31,2% au 1^{er} trimestre à 2,8 Mds USD ; le Secrétaire d'Etat américain Mike Pompeo retarde la publication du rapport au Congrès sur l'autonomie de Hong Kong.

Finance : L'indice Hang Seng a reculé de -1,7% à 24 233 points au cours de la semaine ; L'opérateur boursier de Hong Kong HKEX annonce une baisse de 13% de ses profits au 1^{er} trimestre ; L'Autorité monétaire de Hong Kong (HKMA) et la Securities and Futures Commission (SFC) ont lancé le 5 mai le Green and Sustainable Finance Cross-Agency Steering Group ; HSBC anticipe des pertes sur créances à Hong Kong de 133 M USD au 1^{er} trimestre.

Fintech : Un 4^{ème} assureur virtuel a obtenu une licence à Hong Kong.

MACAO

Industrie du jeu et tourisme : les revenus des jeux à Macao ont baissé de -68,7% à 3,9 Mds USD au cours des quatre premiers mois 2020.

Covid-19 : à partir du 7 mai, des tests d'acide nucléique seront imposés tous les 7 jours aux 15



000 macanais ayant un permis de séjour en Chine continentale et qui vivent à Zhuhai ou à Zhongshan.

Transport : Les navettes qui relient Hong Kong, Macao et la Chine (Zhuhai) par le pont reprendront leurs opérations le 8 mai avec une fréquence.

TAIWAN ([ici](#))

Economie : le PIB enregistre une croissance de 1,54% au T1 2020

Taiwan au 4ème rang mondial pour les réserves de change : l'Arabie Saoudite redescend au 5ème rang en raison de la chute des prix du pétrole.

Assurance travail : pertes importantes en ce début d'année 2020

Retour des investissements taiwanais de Chine à Taïwan : 468 entreprises ont fait des promesses d'investissements à hauteur de 30 Mds EUR

Classement mondial des fabricants de semi-conducteurs : TSMC maintient son 3ème rang au T1 2020 mais la filiale de Huawei, HiSilicon Technologies, entre pour la première fois dans le Top 10.

MONGOLIE ([ici](#))

Economie : L'agence Moody's dégrade les perspectives de la Mongolie de stable à négatif.

Covid19 : Le gouvernement adopte un paquet de mesures supplémentaires de soutien à l'économie pour un coût avoisinant les 264 MEU

Union européenne/AML/CFT : La Mongolie inscrite sur la liste Européenne des pays-tiers à haut risque en matière de blanchiment.

Industrie : Chute drastique des exportations de cachemire mongol.



CONJONCTURE

Réserves de change : hausse des réserves de change en avril, imputable à l'appréciation des titres à revenu fixe

Fin avril, les réserves de change de la Chine, exprimées en USD, s'établissent à 3092 Mds USD, soit une hausse de 31 Mds USD (+1% en g.m.) par rapport à fin mars. Ce rebond est principalement dû à l'appréciation des actifs financiers investis à l'international, consécutive aux anticipations de recul très net de la conjoncture intégrées dans les cours des titres d'Etat, au premier rang desquels les bons du Trésor américain. Pour mémoire, les réserves de change avaient fortement chuté de 46 Mds USD en mars, les effets de valorisation n'expliquant cependant qu'une partie de la chute.

Conjoncture: l'indice PMI Caixin des services fait état d'une contraction pour le 3^e mois consécutif

L'indice des directeurs d'achat de Caixin pour les services (Caixin China General Services Business Activity Index), compilé par la société d'analyse de données IHS Markit Ltd., est à 44,4 pour le mois d'avril. Malgré une hausse par rapport aux mois de mars, à 43, et de février, à 26,5, l'indice demeure en dessous du seuil de 50 qui sépare une contraction d'une expansion de l'activité. Plusieurs analystes attribuent la faiblesse continue de l'activité dans le secteur des services à l'impact du repli des exportations sur le revenu des ménages et la consommation. Pour mémoire, les indices PMI officiel et Caixin-Markit pour le secteur manufacturier étaient respectivement à 50,8 et 49,4 en avril.

Retour au sommaire ([ici](#))

ECONOMIE

Economie : vers un *Quantitative Easing* de la PBoC ?

Alors que la PBoC avait jusqu'à présent affiché des réserves à l'égard des politiques monétaires non conventionnelles menées par les principales Banques centrales dans le monde, les pressions dont elle pourrait faire l'objet au cours des prochaines semaines semblent s'intensifier à l'approche des Lianghai, compte tenu de la nécessité de financer le plan massif de relance par les infrastructures. M. LIU Shangxi, Président du CASS, un *think tank* proche du ministère des Finances aurait ainsi proposé que l'émission à venir de *Special Treasury Bonds*, qui pourrait s'élever à quelque 5000 Mds RMB (700 Mds USD) soit souscrite par la PBoC. La mise en place du dispositif, qui permettrait de réduire les effets d'éviction dont pâtit le secteur privé, bute toutefois sur les statuts de la PBoC, qui lui interdisent de monétiser le déficit budgétaire du pays. Pour mémoire, la PBoC et le ministère des Finances nourrissent quelques divergences quant au calibrage du *policy-mix* depuis juillet 2018, celui-ci souhaitant que celle-là assume sa juste part du fardeau.

Economie : effets relativement faibles des distributions de coupons sur la consommation des ménages

Depuis le retour à des conditions d'activité normales, dans une situation où l'épidémie du coronavirus est pratiquement maîtrisée, les politiques de distribution de coupons à la consommation (bons d'achat) à travers le pays ont fait l'objet d'une attention prononcée. D'une part, les coupons pourraient jouer un rôle dans la stimulation de la demande, compte tenu des méventes (le stock de produits finis industriels a augmenté rapidement – 15,5% de croissance pour le 1^{er} trimestre par rapport à la même période de l'an dernier, tandis que la demande demeure atone). D'autre part, les coupons pourraient également jouer un rôle de revenu de substitution déguisé pour certains groupes de personnes. Selon les données officielles, la pression du chômage s'est accrue au 1^{er} trimestre – environ 18,3% des employés se trouveraient en situation d'inactivité.

Une étude réalisée par M. XU Qiyuan, économiste et chercheur du CASS, à partir de 42 villes indique que 6,52 Mds RMB sous forme de coupons auraient été distribués jusqu'au 27 avril, soit 19,6 yuan par résident. A supposer que l'effet multiplicateur des coupons se situe entre 2 et 3, l'effet global sur la consommation s'élèverait à 20 Mds RMB au maximum, somme relativement limitée par rapport aux 3000 Mds RMB de dépenses totales des habitants dans les villes sous revue.

Les politiques de distribution de coupons définies par chaque ville manquent de coordination au niveau national. La distribution des coupons destinée essentiellement aux secteurs de la restauration, du commerce de détail et du tourisme est relativement faible dans les régions du centre et de l'ouest où il existe en effet proportionnellement davantage de personnes pauvres et de travailleurs migrants retournés dans leurs villes natales.

Il est difficile pour les zones rurales et les personnes en difficulté de bénéficier des coupons car la plupart des coupons sont distribués via des plateformes numériques et ne peuvent être utilisés que via un téléphone portable et sur place dans des magasins ou restaurants désignés dans les centres villes. Les seuils de consommation fixés par certaines villes sont trop élevés, 50 yuans de réduction pour une consommation minimum de 800 yuans par exemple. L'utilisation des coupons distribués par la majorité des villes prend cette forme de réduction en matière de prix ayant plutôt une caractéristique de promotion commerciale.

La distribution des coupons dans certains endroits vise principalement des secteurs non essentiels (biens de consommation durables, tels que l'automobile, 69% des coupons étant notamment destinés



aux achats d'automobiles dans une ville non précisée dans l'étude de M. XU). Le rôle d'appui aux pauvres demeurerait donc relativement limité.

Par conséquent, les effets des coupons sur la relance de la consommation aussi bien que sur l'aide portée aux personnes en difficulté seraient probablement assez limités.

Economie : 104 millions de déplacements de touristes ont eu lieu en Chine lors des congés du 1^{er} mai 2020, en baisse de -41% par rapport aux congés du 1^{er} mai 2019

Les données publiées par le bureau national du tourisme le 6 avril font par ailleurs état d'une chute des dépenses des touristes, qui s'élèvent à 47,5 Mds CNY (6,2 Mds EUR) entre le 1^{er} et le 5 mai (-59,6% par rapport aux congés du 1^{er} mai 2019, qui ne s'étendaient par ailleurs que sur quatre jours), soit une dépense moyenne par touriste de 413 CNY (54 EUR), contre 603 CNY (79 EUR) en 2019. Le nombre de déplacements touristiques en mai représente est néanmoins en hausse par rapport aux congés de la Fête des morts début avril, lors de laquelle seuls 43,3 millions de déplacements ont été enregistrés entre le 4 et le 6 avril (-61,4% en g.a).

Retour au sommaire ([ici](#))

BANQUE ET FINANCE

Ouverture financière : HSBC annonce l'acquisition exclusive de sa coentreprise d'assurance vie chinoise

HSBC Holdings a déclaré le 4 mai avoir procédé à l'acquisition du reliquat de la participation de son partenaire dans sa coentreprise d'assurance vie chinoise, - *HSBC Life China*. Elle est ainsi la première société étrangère à bénéficier de la levée du plafond des participations étrangères dans les sociétés d'assurance vie, devenue effective le 1^{er} janvier 2020. La transaction sera structurée comme un

transfert de participation et sera soumise aux approbations réglementaires. Aucun autre détail financier de la transaction n'a été divulgué.

La Chine est le troisième marché d'assurance au monde derrière les États-Unis et le Japon, avec 318 Mds USD de primes pour les assurances vie. *HSBC Life China*, dont le siège est à Shanghai, a été créée en 2009 en tant que coentreprise à 50/50 entre *HSBC* et *National Trust*. Elle a un capital social de 1,03 Md RMB (146M USD) et dispose d'un réseau dans neuf villes en Chine. *National Trust* est une société de fiducie créée en 1987 à Pékin avec un capital social de 1 Md RMB. A fin 2019, ses actifs totaux étaient de 3,2 Mds RMB.

Ouverture financière : *China Pacific Insurance Group Co.* a obtenu l'approbation de la CSRC pour émettre des certificats de dépôt mondiaux (GDRs) à Londres

Le 7 mai, *China Pacific Insurance Group Co.*, le troisième assureur chinois, a obtenu l'approbation du régulateur des valeurs mobilières (CSRC) pour émettre des certificats de dépôt mondiaux (*Global depositary receipts, GDRs*) à Londres et devient la deuxième société chinoise à se financer via le *Shanghai-London Stock Connect*. Cette émission est encore en attente d'approbation des autorités britanniques ainsi que des bourses de Shanghai et de Londres. *China Pacific* a dévoilé en septembre 2019 son projet d'émettre des GDRs représentant jusqu'à 629M (10%) de ses actions cotées à Shanghai. Les fonds seront utilisés pour reconstituer le capital et financer son développement à l'étranger, a déclaré l'assureur, sans donner de calendrier pour la transaction.

Etant l'un des principaux assureurs en Chine, *China Pacific* a été créé en mai 1991 à Shanghai. Il s'est introduit à la bourse de Shanghai et à celle de Hong Kong en décembre 2007 et décembre 2009 respectivement. En 2019, *China Pacific* a réalisé un chiffre d'affaires de 385 Mds RMB et un bénéfice net de 28 Mds RMB. A fin mars 2020, ses actifs totalisaient 1611 Mds RMB. Actuellement, sa capitalisation boursière flottante est de 491 Mds RMB, dont 55% à Shanghai et 45% à Hong Kong.

Pour mémoire, le *Shanghai-London Stock Connect*, qui permet aux sociétés cotées à Shanghai (SSE) de lever des fonds au *London Stock Exchange* (LSE), et aux sociétés cotées au LSE de vendre leurs actions sur le SSE, a été lancé le 4 juin 2019, après avoir été reporté en décembre 2018. Contrairement au *Shanghai-Hong Kong Stock Connect* permettant aux investisseurs d'acheter directement des actions étrangères, le *Shanghai-London Stock Connect* ne permet aux investisseurs que l'achat d'actions étrangères de manière indirecte, sous forme de DR (*depositary receipts*) du fait du décalage horaire entre Shanghai et Londres. Les flux de capitaux dans le cadre du programme sont soumis à un quota transfrontalier maximal : un quota total de 250 Mds RMB (36 Mds USD) de Londres à Shanghai ; et un quota total de 300 Mds RMB de Shanghai à Londres. En juin 2019, *Huatai Securities* est devenue la première société chinoise à se financer via le *Shanghai-London Stock Connect* en émettant 75M de GDRs à 20,5 USD pour un montant total de 1,5 Md USD à Londres. Un GDR équivaut à 10 actions A sur la Bourse de Shanghai. Les nouvelles actions émises représentent 9% des actions en circulation de la société. *Huatai Securities* est devenue ainsi la première entreprise de structure « A+H+G ».

Banques : la *Bank of China* propose un remboursement à ses investisseurs en *Yuan You Bao*

Après que le bureau du Comité de la stabilité financière et du développement (*Financial Stability and Development Committee, FSDC*) a conclu que la *Bank of China (BoC)* n'avait pas suivi les principes de pertinence des investissements, la BoC propose un remboursement aux investisseurs en *Yuan You Bao* ayant subi des pertes énormes en raison de l'effondrement des prix du pétrole brut les 20-21 avril 2020. Ces investisseurs ont mis en cause la BoC en lui demandant d'assumer les pertes imputables aux défauts de conception de son produit et à sa gestion des risques défectueuse. Selon la BoC, les clients qui ont investi jusqu'à 10M RMB (1,4M USD) dans le produit *Yuan You Bao* peuvent récupérer 20% de

leurs dépôts de garantie. Cela couvrirait une grande majorité des 60 000 investisseurs. Cependant, ceux qui ont investi plus de 10M RMB, soit moins de 100 clients, ne recevraient rien et devraient supporter eux-mêmes les pertes. La plupart des investisseurs se sont élevés contre ce projet de remboursement et porteront plainte contre la BoC, selon l'enquête. La BoC a déclaré que ses succursales communiquaient activement avec les clients, conformément à l'avis du FSDC et négociaient des accords avec les clients de manière volontaire et sur un pied d'égalité. S'il n'était pas possible de parvenir à un accord, les deux parties pourraient résoudre le différend par litige, et la BoC s'engagerait à respecter la décision judiciaire, comme l'a indiqué la banque. Le 29 avril, la banque a également déclaré avoir envoyé officiellement une lettre au groupe CME cotant le contrat de pétrole brut WTI à Chicago en lui demandant de mener une enquête sur «fluctuations anormales» des prix à terme du pétrole brut.

Pour mémoire, le produit *Yuan You Bao* de la BoC fournit aux investisseurs chinois des contrats à terme sur le pétrole brut, qui sont liés à des contrats à terme sur le pétrole brut étranger, y compris les contrats à terme sur le *West Texas Intermediate* (WTI), une référence majeure pour les prix mondiaux du pétrole négociés sur un marché organisé opéré par le géant américain CME Group Inc. La BoC avait plus de 60 000 investisseurs en *Yuan You Bao* qui avaient placé 4,2 Mds RMB sur des comptes de dépôt de garantie. Sur la base du prix de règlement à - 37,63 \$ le baril après l'effondrement des prix du pétrole le 21 avril, les investisseurs devaient 5,8 Mds RMB à la banque, outre les moins-values antérieures, entraînant une destruction de valeur de 10 Mds RMB. (cf. Brève du 27/04/2020)

Réglementation : le CBIRC élargit les sources de financement pour les programmes d'échange de dettes contre actions aux sociétés d'investissement d'actifs

Les sociétés d'investissement d'actifs (*Asset investment companies, AIC*) contrôlées par les grandes banques sont désormais autorisées à vendre aux investisseurs éligibles leurs programmes d'échange de dettes contre actions, y compris des obligations convertibles, des actions ordinaires, des actions privilégiées et des échanges de dettes contre actions privilégiées, comme l'a annoncé le 6 mai le régulateur des banques et des assurances chinois (CBIRC). Les AIC peuvent lever des fonds pour ces plans d'investissement par le biais de ventes privées auprès de 200 investisseurs qualifiés au maximum, y compris des investisseurs de détail, des fonds d'assurance et des fonds de pension, conformément aux nouvelles règles. Les investisseurs particuliers peuvent investir dans ces produits s'ils ont un actif familial net de plus de 5M RMB ou un revenu annuel personnel d'au moins 600 000 RMB au cours des trois dernières années. Les investisseurs institutionnels qualifiés devraient avoir plus de 20M RMB d'actifs nets à la fin de l'année précédente, selon les règles. Chaque investisseur devrait investir au moins 3M RMB dans un seul plan d'investissement dettes-actions. Les AIC ont principalement utilisé leurs propres capitaux ou les fonds provenant de la vente d'obligations, des prêts interbancaires et des emprunts auprès des banques mères pour investir directement dans des actifs d'échange de dettes contre actions. Cette décision élargira les sources de financement des AIC afin de faciliter les programmes d'échange de dettes contre actions et de stimuler le financement par actions sur les marchés des capitaux et, par conséquent, de réduire le niveau d'endettement de l'économie.

Depuis 2016, la Chine a fait des échanges de dettes contre actions un élément clé de son programme de réduction de l'effet de levier dans les entreprises lourdement endettées ainsi que des risques dans le système financier. En 2017, la CBIRC a ainsi approuvé la création des AIC par les cinq plus grandes banques d'Etat respectivement, en tant que principaux acteurs dans ce secteur. Jusqu'à fin avril 2019, 910 Mds RMB (128Mds USD) d'échanges de dettes contre actions avaient été effectués, dont 254 projets menés par des AIC portant sur 400 Mds RMB.

Immobilier : la Chine lance un programme pilote des REITs pour stimuler l'économie



Le 30 avril, la Commission nationale de la Réforme et du Développement (NDRC) et le régulateur des valeurs mobilières (CSRC) ont annoncé conjointement un programme pilote attendu depuis longtemps pour les fiducies de placement immobilier (*Real estate investment trusts, REITs*) afin de financer les infrastructures et de stimuler l'économie. Le programme pilote permettra l'émission de REITs basés sur des projets d'infrastructure à but lucratif qui seront négociés publiquement comme des actions. L'essai se concentrera sur les principales zones économiques, notamment la région de Beijing-Tianjin-Hebei, le delta du fleuve Yangtze, la zone économique de Xiongan, la région de Hong Kong-Zhuhai-Macao et la province de Hainan. Les projets privilégiés comprennent la logistique et les entrepôts, les routes à péage et les infrastructures de transport, les services publics urbains, le traitement des eaux usées et des ordures, les réseaux d'information et autres dans les industries stratégiques et émergentes. Les bureaux de développement locaux examineront les propositions et feront rapport à la NDRC, qui recommandera des projets qualifiés au CSRC pour examen.

Comme les fonds communs de placement, les REITs sont populaires sur les marchés développés comme les États-Unis, mais ces produits d'investissement sont restés marginaux en Chine. La Chine n'autorise actuellement que des quasi-REITs du secteur immobilier, dont les parts sont vendues à des investisseurs institutionnels qualifiés, ce qui rend les produits plus similaires aux titres adossés à des actifs qu'aux REITs. Les investisseurs attendent depuis longtemps le développement du marché des REITs du pays, mais les progrès ont été entravés par des problèmes juridiques, réglementaires et fiscaux. Le gouverneur de la PBoC, Yi Gang, a déclaré en 2018 que le retard dans le développement du marché chinois des REITs était en partie dû au manque de liquidité des actifs sous-jacents. Ce programme pilote n'a pas abordé ces questions, mais a déclaré que les régulateurs étudieraient les règles connexes et se coordonneraient pour résoudre les problèmes au cours de la mise en œuvre de ce programme.

Retour au sommaire ([ici](#))



ECHANGES ET POLITIQUE COMMERCIALE

Relation US-Chine : Trump menace de terminer l'accord *phase-1* si la Chine ne respecte pas ses engagements d'achats de biens et services américains

Selon [Politico](#), le Président Donald Trump a récemment menacé de terminer l'accord *phase-1* entre les Etats-Unis et la Chine, si cette dernière ne respecte pas ses engagements d'achats additionnels de biens et services américains atteignant 200 Mds USD (par rapport à 2017) au cours des deux prochaines années ; « *If they don't buy, we'll terminate the deal. Very simple* », a déclaré le Président américain.

Donald Trump est resté ambigu sur la possibilité d'imposer de nouveaux tarifs sur les importations de biens chinois comme sanction pour punir la Chine d'avoir dissimulé des informations sur la propagation du Covid-19.

Lors de la conférence de presse du 6 mai, la porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères a réagi, indiquant que « concernant les tarifs, il a été prouvé que c'est une arme lourde qui risque de se blesser en blessant les autres. Une guerre commerciale ne sert les intérêts de personne. En particulier, dans les circonstances actuelles, toutes les parties doivent travailler ensemble au lieu de contraindre les autres avec le gros bâton des tarifs ».

[Lire la réaction du ministère chinois des Affaires étrangères](#)

Relation US-Chine : appel téléphonique entre Liu He et Lighthizer, Mnuchin

Le matin du 8 mai à l'heure de Pékin (et le soir du 7 mai à l'heure de Washington), un appel téléphonique s'est tenu entre Liu He, Vice Premier-ministre de la Chine ; et Robert Lighthizer, représentant américain au Commerce (USTR), et Steven Mnuchin, secrétaire du Trésor des Etats-Unis. C'est le premier appel téléphonique au niveau ministériel annoncé depuis la signature le 15 janvier de l'accord *phase-1* entre la Chine et les US.

Selon le communiqué du ministère chinois du Commerce (MofCom), les deux parties ont déclaré qu'elles devraient renforcer la coopération macroéconomique et de santé publique et créer des conditions favorables à la mise en œuvre de l'accord *phase-1*. Selon le communiqué américain, les deux parties ont partagé des informations sur le Covid-19, en particulier son impact économique, ainsi que la mise en œuvre continue de l'accord *phase-1*.

[Lire le communiqué américain sur le site de l'USTR](#)

Relation US-Chine : l'USTR publie le « *Special 301 Report* » annuel et met à jour la liste des *Notorious Markets*

Le 29 avril, le bureau du représentant américain au Commerce (USTR) a publié son « *Special 301 Report* » annuel sur la protection de la propriété intellectuelle. La Chine a été listée, comme l'année précédente, dans sa *Priority Watch List* (10 pays au total).

Selon ce rapport, l'inclusion de la Chine dans sa *Priority Watch List* indique les préoccupations des Etats-Unis vis-à-vis du système chinois du transfert forcé de technologies, et montre la nécessité persistante de changements structurels et fondamentaux afin de renforcer la protection et la mise en œuvre de la propriété intellectuelle.

L'USTR a notamment identifié comme problèmes persistants les vols des secrets commerciaux, les obstacles à la protection des marques, les contrefaçons en ligne, la production et l'exportation d'un

grand volume des produits contrefaits, les obstacles à l'innovation pharmaceutique, les obstacles structurels à l'application administrative, civile et pénale de la propriété intellectuelle, ainsi que l'obligation de la localisation des données dans le secteur de technologies de l'information et de la communication (TIC).

L'USTR rappelle l'accord *phase-1* entre la Chine et les US, qui exige des changements dans les lois, politiques et pratiques de la Chine, y compris des réformes structurelles et des modifications du système juridique et réglementaire de la Chine pour répondre à de nombreuses préoccupations de longue date d'une grande variété des industries américaines.

L'USTR a aussi mis à jour sa liste des *Notorious Markets* pour la contrefaçon ; cette année, 38 marchés en ligne et 34 marchés physiques ont été inclus. Pour la Chine, *Taobao* (une filiale d'Alibaba), *Pinduoduo*, et *DHGate* sont les trois plateformes d'e-commerce qui ont été listées, ainsi que 7 marchés physiques dont le *Silk Market* de Beijing, comme l'année précédente.

[Lire le « Special 301 Report »](#)

[Lire la mise à jour de la liste des Notorious Markets](#)

Covid-19 : déclaration conjointe des ministres du commerce de l'APEC

Le 5 mai, les ministres du commerce des membres de la Coopération économique pour l'Asie-Pacifique (APEC) ont publié une déclaration conjointe sur le Covid-19.

Concernant le commerce et les investissements, les ministres reconnaissent l'importance de maintenir les marchés ouverts, et de créer un environnement libre, équitable, non-discriminatoire, transparent, prévisible, et stable. Par ailleurs, les ministres s'engagent à faciliter la circulation transfrontalière des biens (en particulier les médicaments, les équipements médicaux, et les produits agroalimentaires), des services, et des personnels essentiels, sans porter atteinte aux efforts pour empêcher la propagation du virus.

Concernant les mesures d'urgence mises en place par les membres pour attaquer les défis du Covid-19, les ministres soulignent que ces mesures devraient être ciblées, proportionnées, transparentes, temporaires ; devraient être conformes aux règles de l'OMC ; et ne devraient pas créer des barrières au commerce inutiles.

Les ministres se sont également mis d'accord sur le renforcement de l'agenda digital de l'APEC, en particulier l'e-commerce dans le contexte actuel.

[Lire la déclaration conjointe sur le Covid-19](#)

OMC : 19 membres de l'OMC, dont la Chine et l'UE, soumettent la notification formelle pour l'établissement du mécanisme d'arbitrage d'appel provisoire

Le 30 avril, 19 membres de l'OMC, dont la Chine et l'Union européenne (UE) ont soumis la notification formelle à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) afin d'établir le mécanisme d'arbitrage d'appel provisoire. Ce mécanisme, ouvert à la participation des autres membres de l'OMC, restera en vigueur uniquement jusqu'à ce que l'Organe d'appel, bloqué par les Etats-Unis, soit à nouveau pleinement opérationnel. Ce mécanisme remplace les procédures d'appel initiales dans les différends entre les membres de l'OMC. Un pool de 10 arbitres sera composé par consensus d'ici le 28 juin 2020.

Commerce extérieur : Baisse de 34 % des exportations françaises vers la Chine au cours du premier trimestre du fait de la chute des ventes aéronautiques

Selon les douanes françaises, au premier trimestre 2020, les exportations françaises vers la Chine ont chuté de 34,0 % en glissement annuel pour atteindre 3,5 Mds EUR (-48,0 % en janvier ; -36,5 % en février ; -10,8 % en mars). Hors ventes aéronautiques, les exportations ont augmenté de 2,4 % sur le trimestre (à 3,0 Mds EUR). Les ventes du secteur aéronautique se sont en effet effondrées (-79,8 % à 479 MEUR) et ne représentent que 13,5 % de nos ventes (à comparer à 44,2 % au premier trimestre 2019). Les exportations de véhicules automobiles ont également fortement chuté (-54,0 % à 38 MEUR).

En revanche, les exportations de produits pharmaceutiques ont bondi (+54,7 % à 496 MEUR) et les exportations des secteurs agricole et agroalimentaire ont augmenté (+2,9 % à 504 MEUR) tirées par la forte hausse des exportations de viande (+42,0 % à 96 MEUR) et des produits de la culture et de l'élevage (+470,8 % à 96 MEUR). Les exportations de produits chimiques, cosmétiques et de parfum (+8,4 % à 641 MEUR) sont également dynamiques, tout comme les produits du secteur du textile, de l'habillement et des chaussures (+3,5 % à 280 MEUR).

Les importations françaises de biens chinois ont diminué au premier trimestre 2020 (-3,3 % à 12,1 Mds EUR) coulées par l'affaissement des importations en mars (-16,3 % à 3,2 Mds EUR). Les importations de vêtements et chaussures (-16,3 % à 2,1 Mds EUR), d'équipements électriques et ménagers (+2,4 % à 1,5 Md EUR), de téléphones (-5,1 % à 1,2 Md EUR) et d'ordinateurs (-3,2 % à 1,2 Md EUR) ont diminué.

Au total, au premier trimestre 2020, le déficit français vis-à-vis de la Chine a augmenté de 19,8 % à 8,5 Mds EUR (+1,4 Md EUR).

Echanges de biens entre la France et la Chine entre janvier et mars 2020

	Montant (Mds EUR)	Evolution en g.a.
Echanges totaux	15,6	-12,5 %
Exportations françaises	3,5	-34,0 %
<i>Matériel de transport</i>	<i>1,0</i>	<i>-64,9 %</i>
<i>Agricole et agroalimentaire</i>	<i>0,5</i>	<i>+2,9 %</i>
<i>Chimie, parfums, cosmétiques</i>	<i>0,6</i>	<i>+8,4 %</i>
Importations françaises	12,1	-3,3 %
<i>Informatique, électronique</i>	<i>3,2</i>	<i>-2,6 %</i>
<i>Textile, habillement, chaussures</i>	<i>2,1</i>	<i>-16,3 %</i>
<i>Equip. électriques et ménagers</i>	<i>1,5</i>	<i>+2,4 %</i>
Balance commerciale	-8,5	+19,8 % <i>(augmentation du déficit de 1,4 Md EUR)</i>



Source : douanes françaises

Retour au sommaire ([ici](#))





CLIMAT DES AFFAIRES

Investissements entrants: le ministère du Commerce prévoit, pour les investisseurs étrangers, un accès égal aux politiques du soutien :

Lors de sa conférence de presse hebdomadaire le 7 mai, le porte-parole du ministère chinois du Commerce a souligné que dans le cadre de l'entrée en vigueur de la Loi sur l'investissement étranger et sa réglementation de mise en œuvre, le gouvernement chinois va assurer l'accès égal pour les entreprises étrangères aux politiques du soutien, y compris l'accès au financement gouvernemental, l'accès aux terrains, les réductions fiscales, les agréments des qualifications, la facilitation pour la déclaration des projets, l'accès aux ressources humaines, ainsi que la participation égale dans l'élaboration des standards industriels et dans les marchés publics.

[Lire la conférence de presse du ministère du Commerce \(en chinois\)](#)

Retour au sommaire ([ici](#))

INDUSTRIE ET NUMERIQUE

Politique industrielle : à l'occasion de téléconférences, les organisations industrielles chinoises soulignent les « opportunités » (机) qui peuvent émerger de la crise (危)

Les conclusions d'une série de téléconférences sur le thème de « [l'analyse des tendances économiques et industrielles de la Chine](#) » ont été publiées par le média China Industry News Network. Ces événements, qui se sont tenu les 15, 28 et 29 avril, ont réuni 150 000 internautes qui ont suivi les discours de nombreux décideurs du monde industriel parmi lesquels le président de la China Federation of Industrial Economics, Li Yizhong (ancien ministre de l'Industrie et des Technologies de l'Information) ainsi que des représentants de la plupart des grandes associations industrielles sectorielles: logistique, charbon, machinerie, sidérurgie, pétrochimie, industrie légère, électricité, automobile, construction navale, pharmaceutique, dispositifs médicaux et informatique. Les représentants du secteur de la sidérurgie ont notamment insisté sur la nécessité de profiter de la crise pour accélérer la modernisation, notamment écologique, des capacités industrielles du secteur. La vice-présidente de la Fédération chinoise de l'industrie légère a de son côté anticipé une baisse moyenne du chiffre d'affaires de 15% dans ce secteur, qui s'accompagnerait d'une chute de 20% des exportations sur les six premiers mois de l'année 2020.

Les représentants de la Fédération chinoise de l'information électronique et de l'Association chinoise des entreprises de télécommunications mais aussi des ont par ailleurs insisté sur l'importance des « nouvelles infrastructures » (新基建), notamment la 5G, pour l'effort national de montée en gamme de l'internet industriel. Le premier a également insisté sur le fait que le développement de l'internet industriel en Chine reste lacunaire : selon lui, le niveau technologique, la collection des données, l'interconnexion des équipements, les capacités d'analyse de données insuffisantes ainsi que la construction de l'écosystème sont les principales faiblesses du secteur en Chine. Le développement du *cloud computing* est particulièrement privilégié par les autorités chinoises et accompagné par les [investissements](#) massifs des grands groupes technologiques comme Huawei et Alibaba dans le domaine.

Lors de la première conférence (15 avril), Li Yizhong avait insisté sur l'importance de l'investissement pour la reprise des activités des entreprises post-épidémie. Cela concerne principalement les nouvelles infrastructures, dont l'importance a été soulignée à de nombreuses reprises ces dernières semaines par les autorités chinoises. Selon une déclaration de la Commission Nationale pour le Développement et la Réforme (NDRC) du 20 avril, cette dénomination concerne les « infrastructures de l'information » (réseaux 5G, serveurs cloud, infrastructures big data, etc.), les « infrastructures d'intégration » (transports intelligents, réseaux énergétiques connectés) et les « infrastructures d'innovation » (zones d'innovation). Selon le [think tank Taihe](#), les principaux bénéficiaires de ces projets d'investissements seront les entreprises d'Etat, ainsi que les grands groupes technologiques, au détriment des PME qui ne seront que des usagers de ces nouvelles installations. Alors que les entreprises privées représentent 87% des investissements dans la production industrielle chinoise, elles représentent une minorité des investissements en infrastructure (« entre 20 et 38% » selon Li Yizhong) en Chine.

Politique industrielle : les Etats-Unis autorisent leurs entreprises à coopérer avec Huawei pour la standardisation de la 5G

Selon [Reuters](#), le Département du Commerce américain serait en passe d'autoriser explicitement les entreprises américaines à participer aux travaux mondiaux sur la standardisation de la 5G dans les organismes internationaux où Huawei occupe une place prépondérante. Pour rappel, Huawei étant

placée sur l'*entity list* américaine, l'exportation de technologies américaines vers le groupe de Shanghai est fortement restreinte. Le travail commun de standardisation n'impliquant pas directement d'exportations de technologie, la participation des entreprises américaines restait en suspens. Cette autorisation concernerait notamment le 3rd Generation Partnership (3GPP), qui rassemble les principales entreprises internationales du secteur, et qui prépare en grande partie les travaux de l'Union Internationale des Télécommunications, organisation internationale sous l'égide des Nations Unies compétente dans le domaine.

En juin 2018, le 3GPP a finalisé une liste de standards pour la 5G *stand-alone* qui définit ainsi une liste de brevets essentiels associés au standard (SEP). Alors que pour la 4G LTE, les brevets essentiels du standard (SEP) étaient majoritairement détenus par LG (23%) et Qualcomm (21%), et que ZTE et Huawei ne possédaient que 6 et 1% du portefeuille, la situation est toute autre pour la 5G. Grâce à ses investissements colossaux dans la recherche et le développement en matière de standards 5G (60 Mds USD), Huawei occupait en février 2020 la première place mondiale en termes de SEP déposés (3 147) en la matière mais pas en termes de brevets accordés. ZTE est également bien placé (2 561 SEP déposés). L'accélération des recherches chinoises dans ce domaine pourrait leur permettre d'atteindre 40% du portefeuille total lorsque la liste des brevets essentiels sera finalisée. La Chine fait preuve d'un fort activisme au sein du 3GPP via l'augmentation de la contribution de la China Communications Standards Association (CCSA) au budget de la 3GPP mais aussi via l'entrisme des entreprises chinoises au sein des organismes étrangers, tels que l'European Telecommunication Standards Institute (ETSI).

Les positions des acteurs chinois sont coordonnées au sein de l'[IMT-2020 5G Promotion Group](#), fondé en 2013. Les entreprises chinoises qui rompent les rangs pour défendre leurs intérêts propres sont parfois rappelées à l'ordre : en octobre 2016, Lenovo, propriétaire de Motorola qui collaborait avec Qualcomm pour la production de *low-density parity check* (LDPC), n'avait pas soutenu Huawei à la 86ème édition des *Radio Acces Network Group* du 3GPP et le groupe avait été critiqué pour avoir rompu la solidarité nationale. Lors de la 87ème édition le mois suivant, Lenovo a soutenu « les intérêts généraux de l'industrie 5G chinoise » et a voté en faveur du code POLAR soutenu par Huawei avant de communiquer pour défendre son « front uni » avec Huawei.

Economie numérique : Xiaomi suspecté de transmettre les données de ses utilisateurs sans leur consentement

Selon le magazine américain Forbes, le moteur de recherche Mi Browser du groupe Xiaomi [transmettrait](#) les données de ses utilisateurs à des serveurs situés à Singapour et en Russie. Cela concerne les données de navigation mais aussi des données issues des terminaux mobiles eux-mêmes ainsi qu'un certain nombre de métadonnées pouvant potentiellement permettre d'identifier des personnes physiques. Selon des analystes consultés par Forbes, ces collectes de données seraient bien plus invasives que celles pratiquées par les navigateurs américains (Google Chrome, Safari...). Il semblerait que ces données soient analysées par Xiaomi à des fins commerciales, comme le suggère les liens entre le groupe et l'entreprise Sensor Analytics, spécialisée dans ce domaine. Xiaomi a nié ces accusations, mettant en avant le consentement des internautes et l'anonymat des données mais a néanmoins annoncé le lancement début mai d'un nouveau mode de navigation incognito empêchant la collecte des données agrégées. En mars 2020, l'application antivirus Clean Master développée par Cheetah Mobile (dont l'un des principaux actionnaires est Tencent) avait été [exclue](#) par Google de son Play Store pour des raisons similaires.

Economie numérique : poursuite de la campagne « internet propre 2020 » pour un écosystème internet « sûr, propre et ordonné »

Dans le cadre de la campagne « internet propre 2020 » (淨網2020), le Ministère chinois de la sécurité publique [a épinglé](#) 21 applications pour manquement aux règles de collecte des données personnelles. À titre d'exemple : Ctrip ou Qunar (voyage) ont ainsi été sanctionnés pour avoir collecté des données personnelles sans le consentement explicite des utilisateurs ; d'autres applications de téléconférences comme Fastmeeting ou Vytalk ont pour leur part été stigmatisées pour ne pas proposer à leurs utilisateurs de canal effectif de modification ou suppression des données ou de leur compte. Parallèlement, au mois d'avril 2020, près de 14,6 M d' « informations illégales ou néfastes » (i.e. non conforme aux intérêts de l'Etat-Parti) [ont été rapportées](#) à la Cyberspace Administration of China (CAC), en croissance de 21% en glissement annuel. Près de 80% de ces informations ayant fait l'objet d'une notification aux autorités proviennent de cinq plateformes, à savoir : Weibo (48%), Baidu (11%), Alibaba (8%), Tencent et Sina.

Depuis 2017 et l'édiction de la [loi sur la cybersécurité](#) (CSL, 2017), sorte de loi-cadre depuis complétée par une multitude de textes, la protection des données personnelles est devenu une priorité du gouvernement chinois. Une [première](#) « campagne » a visé les géants chinois du numérique : Alibaba, Tencent, Sina, Baidu, etc., tour à tour inspectés. En 2018, l'accent a été mis sur les [comportements criminels](#) et malveillants (vol, vente de données personnelles), sous la houlette du Ministère de la sécurité publique. Puis, [en 2019](#), sur les applications de téléphonie mobile les plus populaires pour évaluer si ces dernières récoltaient des données illégalement ou en quantités excessives. En l'absence de canal effectif permettant aux citoyens de faire valoir leurs droits, la mise en œuvre de ce corpus de textes se fait principalement à l'initiative du gouvernement (dont l'action vise essentiellement à éviter les troubles à l'ordre public) et demeure très imparfaite.

Semi-conducteurs : les groupes chinois continuent de lever des fonds

Plusieurs entreprises chinoises de design de semi-conducteurs ont annoncé cette semaine des plans de levée de capital. Le National Integrated Circuit Industry Investment Fund, communément appelé « Big Fund » et qui a lancé fin mars 2020 un nouveau programme de financement, a [annoncé](#) un investissement de 4,5 Mds CNY (590 M EUR) dans Unisoc, filiale du groupe public Tsinghua Unigroup et fruit de la fusion, en juin 2018, de Spreadtrum (circuits mobiles) et RDA Microelectronics (circuits radio-fréquences). Unisoc se place ainsi parmi les principaux vendeurs mondiaux de technologies 5G (technologies grand public, industrielles et interconnexions). En février 2020, l'entreprise a notamment présenté sa nouvelle puce 5G T7520 produite à partir de semi-conducteurs gravés en 6 nm par TSMC. Afin de financer ses ambitions, Unisoc [mais aussi le fondateur SMIC](#), prévoit une cotation au STAR Market de Shanghai, réservé aux valeurs technologiques, dès cet été. Le Big Fund a également mené une [levée de fonds](#) de 119 M USD (110 M EUR) de l'entreprise ASR Microelectronics, dont la valorisation est estimée à 1,6 Md USD et dont les activités regroupent le design de puces mais aussi les solutions logicielles (technologies de télécommunications 5G, LoRa, Wifi et Bluetooth).

Cybersécurité : un rapport israélien identifie un nouvel instrument de cyber-attaque lié à l'armée chinoise

Selon [Check Point Software Technologies](#), le groupe Naikon APT, [lié à l'Armée populaire de libération](#), aurait mis au point un nouvel outil permettant de prendre contrôle des réseaux à distance. Cet outil, qui se diffuse par message électronique, aurait servi à hacker des agences gouvernementales liées aux sciences et technologies ainsi que des entreprises technologiques en Australie et en Asie du sud-est (Indonésie, Philippines, Vietnam, Birmanie, Brunei). Des lignes de communication quasi indétectables auraient été mises en place par lesquelles les données auraient été transférées vers des serveurs utilisés par Naikon APT (qui a récemment acquis de l'espace sur les serveurs d'Alibaba).



La Chine est régulièrement accusée de recourir au cyber espionnage à des fins de transferts technologiques. En septembre 2015, les deux présidents américain et chinois avaient conclu une trêve en signant un accord devant limiter les attaques cyber visant à acquérir des gains de nature économique (vol de secrets commerciaux, de technologies, etc.). En 2018, la NSA avait [laissé entendre](#) que la Chine n'en respectait plus les termes.

Retour au sommaire ([ici](#))

DEVELOPPEMENT DURABLE, ENERGIE ET TRANSPORTS

Développement durable : le rapport annuel sur l'état de l'environnement du gouvernement indique une augmentation des émissions de CO₂ de 1,75 % en 2019

Le Ministère de l'écologie et de l'environnement (MEE) a publié le 7 mai 2020 son rapport annuel sur l'état de l'environnement en Chine pour l'année 2019. Ce rapport couvre de multiples aspects tels que l'eau, la biodiversité, les écosystèmes marins, la qualité de l'air, la pollution des sols et le changement climatique, assortis chacun de plusieurs indicateurs chiffrés.

En ce qui concerne le climat, le rapport précise la valeur au titre de 2019 de deux des indicateurs mentionnés dans la contribution déterminée au niveau national (CDN) de la Chine pour l'Accord de Paris : l'engagement de volume forestier (exprimé en milliards de m³ de bois sur pied) et les émissions de CO₂.

En 2015, la Chine s'était engagée à augmenter d'ici 2030 son volume forestier de 4,5 Mds m³ par rapport au niveau de 2005, estimé à 13,7 Mds m³. Le rapport établit à 17,56 Mds m³ le volume de bois sur pied en 2019.

D'autre part, le rapport indique que l'intensité carbone de l'économie, soit la quantité de CO₂ par unité de PIB, a diminué de 4,1 % en glissement annuel entre 2018 et 2019. La CDN chinoise prévoit une diminution de cette intensité carbone de 60 à 65 % entre 2005 et 2030 et un pic des émissions aux alentours de 2030 au plus tard.

Considérant que la croissance du PIB de la Chine a été de 6,1 % en 2019, les émissions chinoises de CO₂ ont donc augmenté de 1,75 % en 2019.

Lire ce rapport complet en chinois :

http://www.mee.gov.cn/xxgk2018/xxgk/xxgk15/202005/t20200507_777895.html

Transport aérien : un pic confirmé des vols intérieurs pour les congés du 1^{er} mai, mais la prudence reste de mise sur la reprise

Au cours de la fête du Travail en Chine et des congés du 1^{er} au 5 mai, le trafic aérien domestique chinois s'est légèrement amélioré, en glissement annuel, de -54 % au 1^{er} mai contre -62 % la semaine précédente. Les compagnies aériennes ont légèrement augmenté leur capacité sur les vols intérieurs, tandis que le trafic international reste quasiment nul.

L'administration de l'aviation civile de Chine estime à 2,9 M le nombre de passagers pour les 5 jours fériés, soit une moyenne quotidienne de 580 000 pax. Cela constitue certes une baisse -66,8 % par rapport à la même période en 2019, mais tout de même +43,2 % de passagers en plus par rapport aux fêtes du mois dernier (Qing Ming Jie, weekend du 4-5 avril dernier). Le taux de remplissage des avions, inférieur à 70 %, reste cependant très inférieur aux tendances normales. Les aéroports les plus fréquentés sont Shenzhen, Chengdu, Shanghai, Canton, Kunming, Chongqing, Hangzhou et Xi'An.

Ce (timide) sursaut du trafic aérien a sans doute bénéficié de la réduction du niveau d'alerte de santé publique de la municipalité de Pékin, ramené du seuil 1 au seuil 2 depuis le 30 avril, permettant aux personnes résidant à Pékin et qui souhaitent se rendre dans les régions à faible risque épidémiologique de ne plus être soumises à quarantaine à leur retour. Certains observateurs espèrent une confirmation de la reprise, peut être tirée par la demande des entreprises en mai, après la période de congés. Le

prix des billets pour la Chine reste modéré fin avril, à -34 % en glissement annuel (données sur la période des fêtes non encore disponibles).

D'autres analystes se montrent plus prudents et tablent sur une prévision de recul global de -29 % du trafic passager en Chine en 2020, avec retour à la normale au cours de l'été sur le marché domestique (voire une croissance d'ici la fin d'année) mais sans espérer de reprise du trafic international avant le dernier trimestre 2020. L'élément clef demeure la maîtrise de l'épidémie en Europe et aux Etats-Unis, avec hypothèse d'une confirmation de l'endiguement du coronavirus hors de Chine d'ici la fin d'année. De son côté, l'Organisation mondiale de l'Aviation civile estime que le bilan de la crise sanitaire se traduirait en 2020 par la perte de 1,5 milliards de passagers – soit un tiers des 4,72 milliards prévus en décembre dernier par l'IATA, avec une offre de siège réduite de 75 % et une perte d'exploitation globale de l'ordre de 273 Mds USD par rapport aux revenus attendus.

Aéroports : Partage des parts de marché à Pékin-Daxing entre les trois grandes compagnies chinoises

Le nouvel aéroport de Pékin-Daxing n'a opéré son basculement à la saison aéronautique d'été que le 3 mai dernier, avec plus d'un mois de retard. Le transfert par China Southern de ses capacités opérationnelles de l'actuel aéroport de Pékin Capital à Daxing se poursuit, avec un objectif d'exploitation d'ici 2025 d'environ 40 % des allocations aéroportuaires du hub et une flotte basée de 200 appareils. Les investissements de China Eastern, partenaire stratégique d'Air France KLM (8,8 % du capital), sont relativement du même ordre (30 % des slots, 200 appareils basés). Pour rappel, China Eastern s'était vue autorisée par la CAAC le droit d'ouvrir la première liaison quotidienne entre Daxing et Paris CDG, projet reporté à une date ultérieure.

Dans le même temps, Air China prendra également pied à Daxing, obtenant 10 % des slots. Cela est le résultat d'une transaction avec China Eastern, qui souhaitait conserver sa liaison très rentable entre Shanghai et Pékin-Capital (où la compagnie shanghaienne détient 53 % de part de marché sur cette ligne à la clientèle « premium »). En compensation de la préservation de ce marché lucratif pour China Eastern, Air China s'est également vu attribuer des droits de trafic pour ouvrir une liaison Shanghai-Londres, en concurrence avec China Eastern. Une décision qui mettait d'ailleurs fin à une vieille politique de la CAAC de limitation de la concurrence sur les vols internationaux, "une route, une compagnie aérienne".

Initialement, les autorités avaient imaginé une répartition plus stricte des opérations des trois grandes compagnies à Pékin, avec Air China au nord (Pékin-Capital) et China Southern et China Eastern au sud (Pékin-Daxing). Le marché en aura manifestement décidé autrement. Pour rappel, les autorités chinoises ont fixé à Daxing l'objectif d'atteindre 45 millions de passagers en 2022 et 72 millions en 2025.

Transports : China Railway publie ses résultats financiers pour l'année 2019 et le premier trimestre 2020 - Perte trimestrielle de 8 Mds EUR

L'opérateur ferroviaire *China Railway* (CRC) vient de publier ses résultats pour l'exercice 2019 et aussi pour le premier trimestre 2020. En 2019 le groupe a généré un chiffre d'affaires de 1 100 Mds CNY (env. 143 Mds EUR), soit en augmentation de près de 4% en glissement annuel et un bénéfice net de 326 M EUR soit une augmentation d'env. 23% en g.a. Selon l'entreprise, cette performance s'explique par la hausse du trafic de passagers, le groupe ayant transporté 3,58 Mds de personnes (+8%) sur l'année, et des activités de fret (progression de 3,44 Mds de tonnes transportées soit +8%).

En outre, en 2019, le ratio d'endettement de CRC ressort à 66% avec un actif évalué à 41 Mds EUR (+4%). Pour mémoire, la rentabilité de CRC et son endettement avaient fait l'objet de discussions dans

la presse chinoise en 2019. Le quotidien *Caixin* avait notamment relayé le point de vue d'un professeur chinois de l'Université des transports de Pékin (*Beijing Jiaotong*) critique à l'égard de la stratégie de développement des lignes à grande vitesse. Selon lui, la construction de ces lignes sous-utilisées avait provoqué un endettement exagéré à la fois pour le groupe CRC et les gouvernements locaux.

Pour le premier trimestre 2020, l'entreprise affiche des résultats nettement moins favorables puisque le groupe a réalisé un chiffre d'affaires de 188 Mds CNY (env. 24 Mds EUR, baisse de 28 % en g.a.) et a enregistré une perte nette de 61 Mds CNY (8 Mds EUR). Parmi les sources de revenus, la vente des billets-passagers a généré 45 Mds CNY (env. 6 Mds EUR) de recettes (-51 %) et les activités annexes liées au tourisme, à l'hôtellerie et à la restauration 46 Mds CNY (-32 %). Mais pendant la même période le volume de fret ferroviaire transporté a augmenté 3 %.

Transports : l'indice de conjoncture de la logistique s'élève à 53,6 points en avril, confirmant la tendance de reprise de l'activité nationale

Selon la *China Federation of Logistics and Purchasing*, l'indicateur de conjoncture du secteur de la logistique LPI (*Logistics Prosperity Index*) a enregistré une nouvelle hausse à 53,6 points en avril, confirmant la tendance de reprise des affaires déjà constatée en fin mars. Pour mémoire, l'indice – centré sur 50 - avait fortement oscillé sur pendant le premier trimestre 2020 : de 49,9 points en janvier, l'indicateur avait enregistré une baisse spectaculaire à 26,2 points en février avant de se rétablir à 51,5 points en mars.

Développement durable/ozone : première peine de prison dans le cadre d'une utilisation illégale de CFC-11 en Chine

En avril 2020, a été prononcée la première condamnation au titre de l'utilisation de substances appauvrissant la couche d'ozone (SAO – en anglais *Ozone-Depleting Substances* ou ODS). Le représentant légal de l'entreprise *Minghe Insulation Materials Co. Ltd* a été condamné à dix mois de prison ferme pour l'utilisation de CFC-11 (trichlorofluorométhane ou fréon) dans la production de mousses de polyéther. Au cours des trois dernières années, cette entreprise a utilisé environ 850 tonnes de CFC-11, qu'elle s'était procurée illégalement auprès de plusieurs fournisseurs chinois dans le Jiangsu, le Henan ou le Shandong.

Par ailleurs, l'Office national de gestion des importations et exportations de SAO a récemment empêché une exportation de 72 tonnes de HCFC-22 depuis la Chine vers la Thaïlande, en utilisant le mécanisme IPIC (*Informal Prior-Informed Consent*) mis en place par le PNUE. En matière d'importation et d'exportation de SAO, la Chine est en contact via le mécanisme IPIC avec plus de cent pays membres du Protocole de Montréal.

Pour mémoire, suite à une forte augmentation des émissions de CFC-11 en Extrême Orient depuis 2012, la Chine a reconnu sa responsabilité et mis en place des mécanismes destinés à combattre les émissions clandestines (cf. *Brèves du SER* du 18 mars 2019). Cependant, en octobre 2019, un article dans le *Quotidien du peuple* soulignait les difficultés à enrayer la production face aux unités de production temporaires et à l'attractivité due au faible prix du CFC-11 (cf. *Brèves du SER* du 14 octobre 2019). Au titre du Protocole de Montréal dont la Chine est l'un des Etats parties, la production et l'utilisation de CFC-11 est totalement interdite depuis 1996 (dans les pays développés) et depuis 2010 (dans les pays en développement).

Retour au sommaire ([ici](#))

ACTUALITES REGIONALES

Shanghai : résultats de la fête commerciale du 5/5

La nouvelle fête commerciale du 5 mai (五五购购物节) a enregistré un montant total des ventes de 15,68 Mds CNY générés par les consommateurs de Shanghai. Cette fête a débuté le 4 mai à 20h, et a dépassé les 100 M CNY de ventes en 4 minutes. Parmi les entreprises ayant enregistré la valeur transactionnelle la plus élevée se trouvent Adidas, Nike, Lancôme (groupe l'Oréal) ainsi que plusieurs marques domestiques : Dr Yu (« 玉泽 »), Shanghai Shuixing Home Textile Co., Ltd. (« 上海水星家用纺织品股份有限公司 ») et Shanghai Hotwind Fashion Enterprise Development Co., Ltd. (« 上海热风时尚企业发展有限公司 »).

[Lire l'article de Guancha News](#)

Shanghai : publication du plan d'action 2020-2022 pour la construction de nouvelles infrastructures

Le 7 mai 2020, la municipalité de Shanghai a publié un plan d'action pour la promotion de la construction de nouvelles infrastructures sur la période 2020-2022. En 35 mesures, le plan propose quatre objectifs pour la ville de Shanghai : i/ s'établir comme ville de référence en matière d'infrastructures informatiques (5G, internet industriel, usines sans employés) ; ii/ former un groupement mondial d'installations scientifiques (construction d'infrastructures de haut niveau de recherche, d'un centre de microscope électronique) ; iii/ la construction d'une base numérique publique urbaine internationale (création d'un système de gestion des données, gouvernance sociale digitale) ; iv/ la construction d'un réseau de terminaux intelligents urbains (déploiement d'infrastructures digitales urbaines : gouvernance sociale, recharge de voitures, machines intelligentes, etc.).

Fondé sur le déploiement de la 5G, la digitalisation des industries et les nouvelles infrastructures, le plan d'action cherche à positionner Shanghai comme ville leader de l'Internet, de la manufacture intelligente et des réseaux urbains intelligents. Pour y parvenir, 48 projets industriels ont été sélectionnés par la municipalité, représentant un investissement total de 270 Mds CNY.

[Lire la publication officielle](#)

[Retour au sommaire \(ici\)](#)

HONG KONG et MACAO

HONG KONG

Economie

Le PIB de Hong Kong s'est contracté de -8,9% en glissement annuel au 1^{er} trimestre et de -5,3% par rapport au trimestre précédent. Il s'agit de la chute la plus forte jamais enregistrée et la **3^{ème} chute trimestrielle consécutive du PIB.**

Le Secrétaire aux Finances estime possible une chute du PIB de -7% en 2020.

Le chômage a atteint 4,2% en mars (contre 3,7% en février). La consommation privée a chuté de -10,2%, l'investissement de -13,9%, les exportations et importations de biens de -9,7% et -10,9%, celles de services de -37,8% et -25,4% respectivement.

Les ventes de détail ont chuté de -35% au 1^{er} trimestre à 10,8 Mds USD, dont -42% en mars à 3 Mds USD. En mars, les ventes de denrées alimentaires, boissons et tabac ont diminué de 21,2%, et celles d'appareils électriques et de biens de consommation durables de -39,6%. Les ventes de joaillerie, horlogerie et de biens de luxe ont baissé de -75,2%, celles de médicaments et cosmétiques de -63,8%, tandis que les ventes de vêtements ont reculé de -67,2%.

Les revenus du secteur restauration & bar ont chuté de -31,2% au 1^{er} trimestre 2020 à 2,8 Mds USD, la plus forte baisse jamais enregistrée depuis l'établissement de statistiques, et la 4^{ème} baisse trimestrielle consécutive. Le président de la Fédération des restaurants de Hong Kong, prévoit une amélioration des résultats au 2^{ème} trimestre avec l'assouplissement des mesures de distanciation sociales à partir du 8 mai.

Mise en œuvre du *Hong Kong Human Rights and Democracy Act* : le Secrétaire d'Etat américain Mike Pompeo retarde la publication du rapport au Congrès sur l'autonomie de Hong Kong, afin de tenir compte d'éventuelles annonces lors l'Assemblée Nationale Populaire, qui doit se tenir à Pékin le 22 mai. Le *Hong Kong Human Rights and Democracy Act*, promulgué par le président américain le 27 novembre 2019, impose au Département d'Etat la rédaction d'un rapport annuel à destination du Congrès, appréciant le degré d'autonomie de Hong Kong sur la base duquel sera décidé le maintien du statut de Hong Kong en tant qu'entité économique et commerciale distincte de la Chine continentale. **Ce rapport devait normalement être publié à la fin du mois de mai.**

Finance

L'indice Hang Seng a reculé de -1,7% à 24 233 points au cours de la semaine, après 2 jours de fermeture des marchés les 30 avril et 1^{er} mai. Les sous-indice finance, matières premières/énergies, immobilier et commerce & industrie ont perdu -2,5%, -2,2%, -2,4% et -0,3% respectivement. **L'indice a progressé de +4,4% entre fin mars et fin avril avec une hausse de tous les sous-indices** (sous-indice finance +0,5 ; matières premières/énergies +12,1% ; immobilier +7,9% ; commerce & industrie +8,1%).

L'opérateur boursier de Hong Kong HKEX annonce une baisse de -13% de ses profits au 1^{er} trimestre à 291,6 M USD. Le titre HKEX a perdu -2,8% le 7 mai.

L'Autorité monétaire de Hong Kong (HKMA) et la Securities and Futures Commission (SFC) ont lancé le 5 mai le *Green and Sustainable Finance Cross-Agency Steering Group* qui associe le Bureau de l'Environnement, le Bureau du Trésor et des services financiers (FSTB), l'opérateur boursier (HKEX), l'autorité de l'assurance (IA) et l'Autorité de régulation du Mandatory Provident Fund (MPF, système de retraite obligatoire par capitalisation). Ce groupe de pilotage vise à renforcer le rôle de Hong Kong

en tant que hub pour la finance verte, à coordonner la gestion des risques climatiques et environnementaux pour le secteur financier et à soutenir les stratégies climatiques du gouvernement. Le groupe de pilotage a mis en place deux axes de travail : l'étude et le traitement des questions réglementaires notamment dans le cadre d'une coopération avec les autorités de la Greater Bay Area (Macao et le Guangdong) et la coordination entre les agences pour le développement de ce marché. Les émissions de Green Bonds par les entités domiciliées à Hong Kong ont diminué de -5% à 2,6 milliards d'USD en 2019. Le gouvernement hongkongais a réalisé sa première émission verte souveraine (1 Md USD) le 20 mai 2019.

HSBC anticipe des pertes sur créances à Hong Kong de 133 M USD au 1^{er} trimestre 2020 (après 119 M au dernier trimestre 2019). Les prêts de HSBC octroyés à Hong Kong au 1^{er} trimestre (312 Mds USD) représentent 64,7% du portefeuille de prêts de la banque en Asie (482 Mds USD) et 30% au niveau mondial (1 040 M USD). Les dépôts à Hong Kong (497 Mds USD) représentent 71,9% des dépôts de la banque en Asie (691 Mds USD) et 34,5% au niveau mondial (1 441 Mds USD).

Fintech : Un 4^{ème} assureur virtuel à Hong Kong : ZA Insure, filiale de la première banque virtuelle à Hong Kong, ZA Bank, et de l'assureur chinois ZhongAn, a obtenu une licence d'assurance virtuelle. La société se concentrera sur les produits d'assurance médicale (maladies graves) et d'assurance vie. ZA Insure est le quatrième assureur virtuel qui obtient une licence à Hong Kong, après « One Degree » le 14 avril 2020, « Avo Insurance » en 2019 et « Bowtie Life Insurance » en 2018.

MACAO

Industrie du jeu et tourisme : les revenus des jeux à Macao ont baissé de -68,7% à 3,9 Mds USD au cours des quatre premiers mois 2020. En avril, ils se contractent de -96,8% à 94,4M USD .Au 1^{er} trimestre, le nombre de visiteurs a diminué de -69% à 3,2 millions.

Covid-19 : à partir du 7 mai, des tests d'acide nucléique seront imposés tous les 7 jours aux 15 000 macanais ayant un permis de séjour en Chine continentale et qui vivent à Zhuhai ou à Zhongshan. Sur présentation d'un résultat de test négatif, ils seront dispensés de la quarantaine qui demeure imposée à tous les autres visiteurs. Le premier test est gratuit et les suivants coûtent 23 USD.

Transport : Les navettes qui relient Hong Kong, Macao et la Chine (Zhuhai) par le pont reprendront leurs opérations le 8 mai avec une fréquence réduite de six départs quotidiens depuis Macao et Hong Kong. Le service a été suspendu le 6 avril et constituera le seul lien entre les deux RAS. Cependant, les mesures de quarantaine à Macao et à Hong Kong restent toujours en place. Toute personne en provenance de Hong Kong doit subir une quarantaine de 14 jours dans un lieu désigné à Macao et réciproquement pour les arrivants de Macao à Hong Kong.

TAIWAN

Economie : le PIB enregistre une croissance de 1,54% au T1 2020

Selon les données de la DGBAS (équivalent de l'INSEE à Taiwan), la croissance économique de Taiwan au premier trimestre 2020 [a atteint 1,54%](#), le taux le plus faible au cours des 15 derniers trimestres. En tenant compte des variations saisonnières, la croissance économique est négative -1,51% par rapport au T4 2019 où elle était restée supérieure à 3%. Au T1 2020 les dépenses publiques ont progressé de 3,67%, contribuant pour 0,48 points à la croissance et l'investissement des entreprises de 3,13%, soit 0,73 % de point de croissance. Les exportations et importations de biens ont

respectivement progressé de 3,67% et 3,13%, la demande extérieure contribuant à hauteur de 0,86 points à l'augmentation trimestrielle du PIB. La croissance au T1 a reposé sur l'activité de l'industrie électronique et en particulier de celle des semi-conducteurs. En revanche, la consommation privée a baissé de 0,97% en dépit d'une hausse des ventes d'automobiles de 8,18% et d'un bon de 16,52% des ventes en ligne. Même s'il n'y a pas de mesures de confinement général à Taïwan, les secteurs de l'hôtellerie et de la restauration sont en effet particulièrement impactés par la crise du Covid-19 avec une chute du chiffre d'affaires de respectivement 26,21% et 6,59%. Le nombre de touristes au départ de Taïwan chute de 49,17% au cours de cette période, principalement sur les mois de février et mars.

Taïwan au 4ème rang mondial pour les réserves de change : l'Arabie Saoudite redescend au 5ème rang en raison de la chute des prix du pétrole.

La banque centrale taïwanaise (CBC) signale [une nouvelle augmentation des réserves de change](#) de Taïwan de 1,397 Mds USD au mois d'avril en dépit de la crise du Covid-19, leur montant atteignant 481,78 Md USD. Taïwan passe au quatrième rang mondial devant l'Arabie Saoudite dont les réserves diminuent de 23,9 Mds USD en raison de la chute des prix du pétrole à 462,2 Md USD. Selon le communiqué de presse de la CBC, les trois premières places de ce classement restent inchangées avec dans l'ordre la Chine (3006 Mds USD), le Japon (1296 Mds USD) et la Suisse (791,2 Mds USD).

Assurance travail : pertes importantes en ce début d'année 2020

Selon un [communiqué de presse](#) du 1^{er} mai 2020, du ministère du Travail (MOL), plusieurs caisses du travail, qui avaient affiché de [très bons résultats en 2019](#), sont [fortement impactées](#) par les fluctuations du marché. Ainsi, les fonds gérés par le MOL (4 285 Mds TWD près de 130 Mds EUR) ont enregistré des pertes combinées de 471,2 Mds TWD (14,2 Md EUR) fin mars 2020 [contre 473,4 Mds TWD de gains enregistrés pour l'année 2019](#). La Caisse du travail (Labor Pension Fund), lancée en juillet 2015, a affiché un rendement négatif de -11,37% (pertes de 282 Mds TWD soit 8,5 Mds EUR), tandis que la Caisse de pension du travail d'origine (Labor Retirement Fund) a enregistré un rendement négatif de -13,37% (113,5 Mds de pertes soit 3,4 Mds EUR), et la Caisse d'assurance-emploi (Labor Insurance Fund) de -10,33% (75,7 Mds TWD de pertes soit 2,2 Mds EUR).

Retour des investissements taïwanais de Chine à Taïwan : 468 entreprises ont fait des promesses d'investissements à hauteur de 30 Mds EUR

IMEI, l'un des plus grands groupes du secteur agroalimentaire à Taïwan, a annoncé [la construction à Taoyuan d'un centre biotech et biomédical](#) ainsi que la mise en place de lignes de production intelligentes. Ce projet fait partie de trois grands projets d'investissements suivis par le ministère de l'Economie taïwanais dans le cadre de sa politique pour inciter les Taishang à revenir s'installer à Taïwan. Le groupe MILDEX OPTICAL, qui aurait souffert des hausses de tarifs dans le cadre de la guerre commerciale USA-Chine, a décidé lui aussi d'investir 100 M de TWD pour rapatrier son centre de production à Kaohsiung. Enfin, le groupe WINNER HYDRAULICS CORP va investir 900 M de TWD sur de nouvelles lignes de production au sein du Central Taiwan Science Park. Au total, le gouvernement serait ainsi parvenu à convaincre 468 entreprises pour un investissement total de 988 Mds TWD (près de 30 Mds EUR), avec 81 000 emplois à la clef, environ 75% de ce montant concernant des Taishang.

Classement mondial des fabricants de semi-conducteurs : TSMC maintient son 3ème rang au T1 2020 mais la filiale de Huawei, HiSilicon Technologies, entre pour la première fois dans le Top 10.

Au T1 2020, Taiwan Semiconductor Manufacturing Co. (TSMC) reste le [troisième producteur mondial de semi-conducteurs](#) après Intel (USA) et Samsung Electronics (Corée du Sud). Selon l'agence de

communication américaine IC Insights, TSMC a bénéficié de ses efforts pour développer les SC de 7 nanomètres, ses ventes augmentant de 45% de janvier à mars à 10,32 Mds USD. Les principaux clients de TSMC au T1 2020 ont été Apple et HiSilicon Technologies Co., filiale du groupe Huawei Technologies Co. HiSilicon représente dorénavant 14% du CA de TSMC contre 9% en 2017. Apple et HiSilicon ont représenté à eux deux 37% du CA de TSMC en 2019. Au T1 2020, Intel reste le premier fournisseur de semi-conducteurs avec des ventes de 19,51 Mds USD (+23%) suivi par Samsung Electronics Co. avec un CA trimestriel de 14,8 Md USD (+15%). La quatrième place est occupée par un autre groupe coréen, SK Hynix, avec des ventes de 6 Mds USD devant Micron Technology Inc (USA) en cinquième position avec 4,8 Mds USD. La filiale de Huawei HiSilicon a vu ses ventes s'envoler de 54% au T1 2020 à 2,67 Mds USD lui permettant de passer du 15^{ème} au 10^{ème} rang de ce classement. C'est la première fois que la filiale de Huawei Technologies entre dans le Top 10 mondial des fabricants de semi-conducteurs. Toujours selon, IC Insights, le montant cumulé des ventes des 10 premiers fabricants mondiaux a représenté un CA de 72,49 Mds USD, en croissance de 16% par rapport à la même période de 2019.

Retour au sommaire ([ici](#))

MONGOLIE

L'agence Moody's dégrade les perspectives de la Mongolie de stable à négatif.

L'agence de notation Moody's a revu à la baisse, le 8 mai 2020, les perspectives de notations de la Mongolie (de stables à négatives), sans pour le moment modifier la notation B3, bien qu'une dégradation de la note du pays soit à envisager dans les semaines à venir. Cette décision est motivée par la perception d'une vulnérabilité accrue aux risques extérieurs notamment en raison de l'effondrement des exportations depuis le début de l'année 2020 – en raison de la situation Covid19. Le déficit courant est estimé entre 15 et 20% du PIB, ce qui représente environ 767 MUSD (Q1 2020). Moody's envisage que le déficit fiscal plongera à 8,5% du PIB en 2020, contre 4,8% au début de l'année et que les réserves de change accumulées par la Banque centrale, estimées à 4,4 Mds USD en février 2020 se réduiront drastiquement pour s'établir à environ 3 Mds USD à la fin de l'année, en raison des diverses mesures prises par le gouvernement pour mitiger l'impact du Covid19 sur l'économie mongole.

Adoption de mesures supplémentaires de soutien à l'économie pour un coût avoisinant les 264 MEUR.

Le gouvernement a annoncé le 6 mai 2020 avoir approuvé un second paquet de mesures visant à stimuler l'économie mongole et soutenir la population, dont une part non négligeable est directement affectée par le ralentissement de l'activité en raison du Covi19. Le Premier Ministre U. Khurelsukh a annoncé quatre mesures pour un coût total avoisinant les 264 MEUR, dont 66,6 MEUR seront destinés au soutien à la filière textile :

1. L'allocation à l'enfance est rehaussée à hauteur de 33,3 EUR par enfant de moins de 18 ans (contre 10 EUR). Cette mesure compensatoire s'appliquera de manière rétrospective à partir du mois d'avril.

2. Le nombre de coupons alimentaires mensuels (d'une valeur de 5,3 EUR pour les adultes et 2,6 EUR pour les enfants) sera doublé sur la période de mai à octobre 2020 afin de bénéficier à 240 000 citoyens vivant avec des revenus limités.
3. Environ 36 000 personnes bénéficieront de prestations sociales renforcées (33,3 EUR supplémentaires pour les 5 prochains mois)
4. Une subvention de 3,37 EUR sera accordée aux éleveurs pour chaque kilogramme de cachemire produit afin de soutenir filière textile mongole

La Mongolie inscrite sur la liste Européenne des pays-tiers à haut risque en matière de blanchiment

La Commission Européenne a inscrit, le 7 mai 2020, la Mongolie sur sa liste des pays-tiers à haut risque en matière de blanchiment. Suite à cette annonce, la Banque de Mongolie a issu un communiqué annonçant que le pays se préparait afin de discuter le travail qu'il restait à faire (et défendre le travail déjà accompli) auprès du Groupe conjoint Asie-Pacifique du GAFI, lors de sa réunion du 11 mai 2020, dans l'espoir de faire sortir la Mongolie de la liste grise du GAFI courant octobre 2020. Cette annonce a provoqué beaucoup d'émoi parmi la classe politique et auprès des citoyens mongols, beaucoup jugeant que le pays était listé aux côtés d'autres pays sans commune mesure avec la Mongolie et que cette mesure n'allait pas dans le sens d'un soutien nécessaire à la jeune démocratie mongole (qui est exception dans la région).

Chute drastique des exportations de cachemire mongol

Dans les quatre premiers mois de l'année 2020, les exportations de cachemire (l'un des principaux produits exportés par le pays en dehors des ressources minières) ont chuté de 86,3% comparé à la même période en 2019. En raison des mesures prises par le gouvernement afin de limiter la propagation du Covid19 sur le territoire (notamment en termes de restriction de mouvement), la demande s'est effondrée et la production a ainsi largement diminuée -la plus grande partie du cachemire brut mongol est acheté directement par des acheteurs chinois de Mongolie intérieure. Afin de soutenir la filière textile et cachemire, le gouvernement s'est engagé à maintenir le prix du cachemire à 33,3 EUR/kg en assurant à chaque producteur une subvention de 6,67 EUR/kg.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du S.E.R. (adresser les demandes à [pekin\[at\]dgtresor.gouv.fr](mailto:pekin[at]dgtresor.gouv.fr)).

Clause de non-responsabilité

Le SER s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



Auteur : S.E.R. de Pékin et Service économique de Hong Kong, Service économique de Taipei, antenne du SER de Pékin à Oulan Bator

Adresse : N°60 Tianzelu, Liangmaqiao, 3e quartier diplomatique, district Chaoyang, 100600 PĒKIN – RPC, CP 100600

Rédigé par : Zilan Huang, Florent Geelhand de Merxem, Furui Ren, Paule de la Poype, Pierre Martin, Antoine Moisson, Antoine Bernez, Lianyi Xu, Dominique Grass, Maxime Sabourin, Odile Huang, Hugo Debrouse

Revu par : David Karmouni, Raphaël Pequignot, Orhan Chiali, Pierre Martin, Jean-Philippe Dufour, François Lemal, Valérie Liang-Champrenault, Alain Berder

Responsable de publication : Jean-Marc Fenet